

Rythmes scolaires : l'APEH monte au créneau

L'association des parents d'élèves hyérois milite pour un retour à la semaine de quatre jours dès la rentrée prochaine. La ville prévoit d'organiser une concertation

Et l'on reparle des rythmes scolaires. Candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron avait affirmé qu'il laisserait aux communes la possibilité de revenir sur une réforme contestée, qui avait vu la semaine des écoliers passer de quatre jours à quatre jours et demi. Maintenant qu'il est élu, c'est l'un des premiers chantiers de son ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer. Un décret devrait être très prochainement publié (1).

L'APEH mobilisée

Dans l'attente, l'association des parents d'élèves hyérois s'est déjà saisie de la question. « Nous souhaitons, dès que possible, une consultation de tous les parents et un vote, dans chaque école, pour une mise en place dès la rentrée prochaine du rythme scolaire choisi par la majorité des parents, toutes les écoles retrouvant le même rythme, ce qui n'est pas le cas actuellement », indique le président de l'association, Patrice Bleauwart.

Dans une école hyéroise au moins, Saint-Exupéry,



Quels rythmes scolaires pour les écoliers hyérois à la rentrée prochaine ?

(Photo doc I. M.)

l'association a déjà distribué un questionnaire aux parents, pour sonder le terrain (2). « C'est pour nous une aide à la décision, avant un vote dans les conseils d'école s'ils sont amenés à

se positionner », poursuit le président de l'APEH. Pas sûr cependant qu'ils aient l'occasion d'aborder le sujet officiellement lors des derniers conseils d'école qui auront lieu en

juin.

La mairie va organiser une concertation

« Les directeurs ont des consignes officielles pour ne pas mettre le sujet à l'ordre

du jour tant que le décret n'est pas paru », indique un représentant d'un syndicat enseignant. Pour autant, certains syndicats d'enseignants sont aussi déjà montés au créneau (lire

par ailleurs). Quant à la mairie, elle reste « dans l'attente des précisions et dispositifs réglementaires », concernant « cette possibilité, à venir, de laisser aux communes – en lien étroit avec les écoles de leur territoire – le soin d'organiser le temps périscolaire sans contrainte ». Elle pense cependant « utile de poser les bases d'une future concertation » et, pour ce faire, le maire vient d'inviter les directeurs et directrices d'écoles, ainsi que les représentants des parents d'élèves, à une réunion d'information qui aura lieu demain jeudi 8 juin. « Il s'agira d'établir le calendrier et les règles de la concertation, qui n'interviendra pas avant le décret », précise la mairie.

À temps pour d'éventuels changements à la rentrée prochaine ? Pas sûr.

C. MARTINAT

cmartinat@varmatin.com

1. Il sera présenté aux syndicats demain.
2. L'APEH espère que le même sondage pourra être réalisé très rapidement à l'école des Îles d'Or et à la maternelle Godillot adjacente, et dans le plus grand établissement hyérois, l'école Guynemer, avant la réunion du 8 juin organisée par la mairie.

Débat : les points de vue contrastés des syndicats enseignants

Véronique Mouhot, déléguée départementale du Var pour le Syndicat national des écoles (SNE) : « Le SNE a toujours été contre cette réforme qui crée des inégalités territoriales et qui n'apporte pas de bénéfice aux enfants en terme de rythme, au contraire. Les retours que nous avons du terrain montrent qu'une grande majorité d'enseignants souhaite le retour à la semaine de quatre jours, avec une coupure le mercredi. Nous avons donné des consignes pour que la question des rythmes soit abordée par nos collègues lors des prochains conseils d'école. Notre mot d'ordre, par ailleurs, c'est que l'éducation doit rester nationale, autrement dit nous souhaitons que les mêmes rythmes scolaires soient appliqués



Véronique Mouhot, SNE. (Photo S. M.)

partout pour éviter des inégalités territoriales telles que celles que nous constatons aujourd'hui, avec des dérogations possibles pour les communes avec des caractéristiques particulières, liées par exemple à leur isolement ou à des activités très saisonnières. »

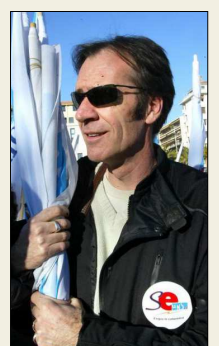
Cédric Turco, secrétaire départemental adjoint SNUipp : « Les rythmes actuels ne nous conviennent pas plus que les précédents, avec quatre jours par semaine et des temps d'aide personnalisée. Le gouvernement Hollande avait donné carte blanche aux communes et la méthode ne nous convenait pas car il y a trop de disparités d'une commune à l'autre, parfois même d'une école à l'autre. Avec ce nouveau gouvernement, on donne à la fois carte blanche aux mairies et on va vers des rythmes qui ne sont pas nationaux. Nous le dénonçons et nous réclamons une véritable concertation des enseignants. Ce n'est pas possible que les maires décident sans prendre en compte les conditions de travail des enseignants, ni le rythme de l'élève. Car ce qui va orienter les décisions, ce sont d'abord les considérations financières. Notre pre-



Cédric Turco, SNUipp. (Photo C. P.)

mière revendication, c'est que les rythmes scolaires soient nationaux, avec quelques dérogations pour certaines communes au regard de leurs caractéristiques particulières. S'agissant du Var, nous avons lancé sur notre site une consultation de nos collègues. Les premiers retours montrent qu'ils seraient pour le retour à la semaine de 4 jours à 85 %.

Christophe Ducou, secrétaire école du SE-UNSA : « Pour nous, il est urgent d'attendre. Si un changement devait intervenir avec un décret, il ne pourrait être validé avant fin juin, à condition que personne ne s'y oppose. Trop tard pour organiser la prochaine rentrée. Notre syndicat reste favorable à la semaine de 9 demi-journées, avec un rythme annuel repensé. Il est aberrant de faire travailler les enfants 12 semaines de suite comme c'est le cas ce dernier trimestre (...). Au niveau de la semaine de travail de l'enfant, il est plus facile de se concentrer efficacement pour faire un même travail sur neuf demi-journées plutôt que sur huit. C'est moins d'effort quotidien. Et cela ne change rien à la longueur de sa journée, il sera tout de même à la garderie le matin à 7h30,



Christophe Ducou, SE/UNSA. (Photo P. B.)

y compris le mercredi quand les parents travaillent. Si changement il doit y avoir, nous nous opposerons à ce que le rythme soit le diktat des communes. Les discussions avec l'Éducation nationale et les enseignants sont incontournables. »